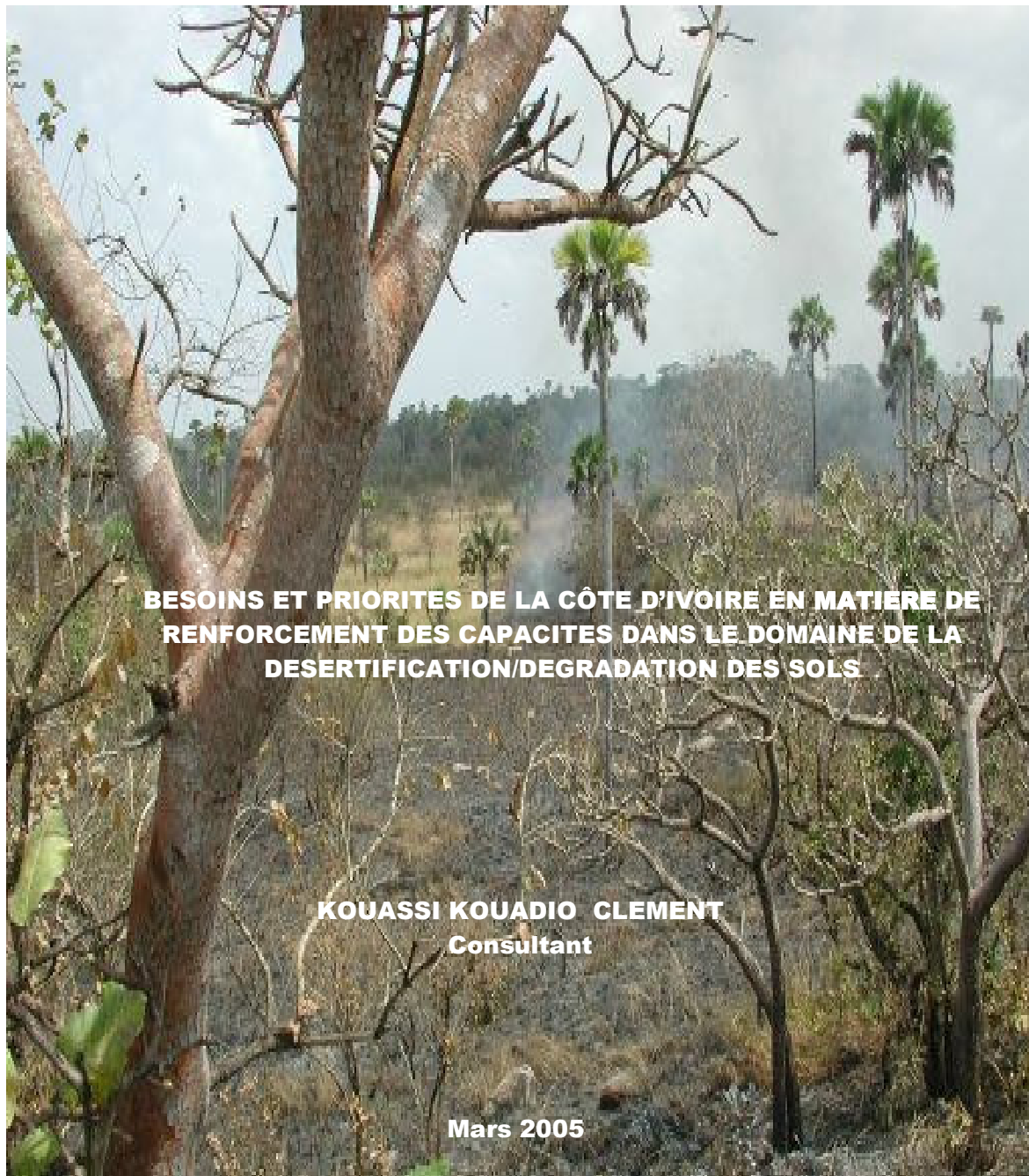




REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE D'ÉTAT,
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion
de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM)





REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE D'ETAT,
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

Projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion
de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM)

Besoins et priorités de la Côte d'Ivoire en matière de renforcement de capacités
dans le domaine de la désertification/dégradation des sols

RAPPORT FINAL

KOUASSI K. CLEMENT
Consultant

Table des matières

Liste des abréviations	4
Introduction	6
I- Présentation de la CCD	8
1- Compréhension de la désertification	8
2- Institutions et procédures de la convention.....	9
3- Pertinence de la CCD pour la Côte d'Ivoire.....	12
4- Objectifs de la CCD	13
II- Réalisations de la Côte d'Ivoire par rapport aux dispositions de la CCD	14
1- Le cadre juridique et politiques	14
2- Le cadre institutionnel	17
a) Présentation du cadre institutionnel.....	17
b) Analyse du cadre institutionnel et besoins en renforcement de capacités ..	25
3- Les activités de renforcement de capacités	25
a) Présentation des activités de renforcement de capacités.....	25
b) Analyse des activités de renforcement de capacités.....	28
4- La participation aux conventions régionales et internationales.....	29
5- La coopération/collaboration entre pays touchés parties	29
6- La coopération internationale.....	29
III- Les capacités nationales de mise en œuvre de la convention	31
1- Présentation des capacités nationales de mise en œuvre de la convention	31
a) Les ressources humaines	31
b) Les ressources matériels disponibles.....	32
c) Les informations et leur gestion	32
d) Le suivi et évaluation des activités de renforcement de capacités	33
e) Les ressources financières disponibles ou potentielles.....	34
IV- Questions intersectorielles et synergies entre les 3 conventions	38
Conclusion	39
Références.....	40

Liste des abréviations

Sigle	Définition
ABN	Autorité du Bassin du Niger
ACP	Afrique Caraïbe Pacifique
ADRAO	Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANCR	Auto-Evaluation Nationale des Capacités à Renforcer
ANDE	Agence Nationale De l'Environnement
BAD	Banque Africaine de Développement
BEIE	Bureau des Evaluations d'Impacts en Environnement
CCCC	Convention Cadre sur les Changements Climatiques
CLCD/CCD	Convention sur la Lutte contre la Désertification
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CI	Côte d'Ivoire
CIAPOL	Centre Ivoirien Anti Pollution
CILSS	Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CNDFLFB	Comité National de Défense de la Forêt et de Lutte contre les Feux de Brousse
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement
CRIC	Committee for the Review of de Implementation of the Convention
CVD	Conseils villageois de développement
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EIE	Etudes d'impact environnemental
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIAU	Fonds d'Investissement et d'Aménagement Urbain
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FRAR	Fonds Régionaux d'Aménagement Rural
GEM	Gestion de l'Environnement Mondial
GEPRENAF	Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GVC	Groupeement à Vocation Coopérative
IREN	Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles
LCD	Lutte Contre la Désertification
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODM	Objectifs de Développement du Millénaire
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACOM	Projet d'Appui aux Communes

PACSICOM	Pan-African Conference on Sustainable Integrated Coastal Management
PADEV	Projet d'Appui au Développement des Villes
PAN	Programme d'Action National
PCGAP	Projet Cadre de Gestion des Aires Protégées
PDCC	Projet de Développement des Communes Côtières
PIB	Produit Intérieur Brut
PNAE	Plan National d'Action environnemental
PNAGER	Projet National d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural
PNGTER	Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural
PNR	Parcs Nationaux et Réserves
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIIC	Service de l'Inspection des Installations Classées
SODEFOR	Société de Développement des Forêts
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
ZIP	zones d'intervention prioritaire

Introduction

L'Auto-Evaluation Nationale des Capacités à Renforcer (ANCR) a pour objectif de recenser les priorités et les besoins nationaux en matière de renforcement de capacité de gestion de l'environnement mondial, en particulier dans les domaines de la diversité biologique, des changements climatiques et de la lutte contre la dégradation des sols. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique entre le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en vue d'appuyer les efforts grandissants visant à accompagner les activités de renforcement de capacités dans les domaines concernés.

La Côte d'Ivoire a signé la Convention sur la lutte contre la désertification en 1994 et l'a ratifiée en 1997. Par ailleurs, plusieurs initiatives conformes aux exigences de l'Agenda-21 ont été concrétisées à travers la réalisation d'actions parmi lesquelles :

- . le plan national d'action environnemental (PNAE),
- . le plan directeur de développement agricole,
- . la stratégie de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE),
- . la nouvelle politique forestière,
- . le livre blanc du littoral,
- . le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP),
- . le Rapport sur les Objectifs du Millénaire.

A l'instar des autres pays qui ont ratifié la convention des nations unies pour la lutte contre la désertification, la Côte d'Ivoire a besoin d'élaborer une stratégie et un plan d'action pour le renforcement des capacités en matière de mise en œuvre nationale de la convention sur la désertification et ce, dans une perspective de développement durable.

La pérennisation des actions de lutte contre la désertification et la dégradation des sols conformément aux dispositions de l'Agenda-21 passe par un cadre institutionnel et juridique cohérent et opérationnel de même qu'un renforcement approprié des capacités et compétences nationales aussi bien dans le secteur des administrations publiques qu'au niveau du secteur privé et de la société civile.

L'objectif de cette étude est donc de recenser les besoins et les priorités de la Côte d'Ivoire en matière de renforcement des capacités pour la gestion de l'environnement mondial dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols.

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, le processus d'ANCR vient de démarrer avec le recensement des besoins et des priorités de la Côte d'Ivoire en matière de renforcement de capacités dans les domaines suivants :

- . Changements climatiques,
- . Biodiversité,

- . Désertification/Dégradation des sols,
- . Intégration des questions nationales relatives à l'environnement avec les conventions internationales.

Ce rapport fait le point des activités réalisées par la Côte d'Ivoire dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la Désertification, il analyse les difficultés rencontrées et identifie les besoins en renforcement de capacités qui y sont associés.

Ce programme est conduit par le comité restreint du projet ANCR-GEM en collaboration avec le Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement et le PNUD.

I- Présentation de la CCD

1- Compréhension de la désertification

La communauté internationale reconnaît aujourd'hui le phénomène de la désertification comme une préoccupation pour plusieurs pays dans toutes les régions du monde.

On estime que la désertification touche:

- . plus de 3,6 milliards d'hectares de la superficie mondiale des terres arides, semi-arides et sub-humides sèches;
- . 25 % de la surface continentale du monde;
- . 900 millions de personnes dans plus de 100 pays (dont 90 sont des pays en développement), toutes frappées par la perte de productivité des sols.

La moitié des populations les plus menacées vivent dans la région du Sahel. En Afrique même, la plus grande masse de terres arides sur le continent est située dans la zone soudano-sahélienne qui s'étend du Sénégal jusqu'au Soudan. Cependant, les terres sèches (arides, semi-arides et sub-humides), réparties à travers toute l'Afrique, couvrent aussi de grandes zones d'Asie, d'Amérique latine, d'Australie et des États-Unis. En Côte d'Ivoire, le problème se présente essentiellement sous la forme de dégradation des sols et de déboisement.

La convention des nations unies sur la lutte contre la désertification la définit comme "***la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines***";

Lutter contre la désertification "désigne les activités qui relèvent de la mise en valeur intégrée des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, en vue d'un développement durable et qui visent à :

- . prévenir et/ou réduire la dégradation des terres,
- . remettre en état les terres partiellement dégradées,
- . restaurer les terres désertifiées.

Le terme "terres" désigne le système bioproduitif terrestre qui comprend le sol, les végétaux, les autres êtres vivants et les phénomènes écologiques et hydrologiques qui se produisent à l'intérieur de ce système;

L'expression "dégradation des terres" désigne la diminution ou la disparition, dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, de la productivité biologique ou économique et de la complexité des terres cultivées non irriguées, des terres cultivées irriguées, des parcours, des pâturages, des forêts ou des surfaces boisées du fait de l'utilisation des terres ou d'un ou de plusieurs phénomènes, notamment de phénomènes dus à l'activité de l'homme et à ses modes de peuplement, tels que:

- l'érosion des sols causée par le vent et/ou l'eau,
- la détérioration des propriétés physiques, chimiques et biologiques ou économiques des sols,
- la disparition à long terme de la végétation naturelle.

2- Institutions et procédures de la convention

La Convention sur la lutte contre la désertification a été négociée sous les auspices des Nations Unies. En juin 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED, dite aussi Sommet " Planète Terre") recommandait que l'Assemblée générale des Nations Unies mette en place un Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique. Le Comité a tenu cinq sessions préparatoires avant l'adoption de la Convention, le 17 juin 1994 à Paris.

La Convention est entrée en vigueur le 26 décembre 1996, 90 jours après sa ratification par 50 pays. Le 31 janvier 2002, 178 pays l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Après avoir été adoptée et signée par les représentants d'un gouvernement, la Convention doit être ratifiée par l'organe délibérant désigné à cet effet. Le gouvernement envoie ensuite son instrument de ratification à l'Organisation des Nations Unies à New York, qui fait office de dépositaire. Les pays ayant ratifié la Convention ou ayant adhéré à celle-ci deviennent des Parties, juridiquement tenues de respecter les engagements pris aux termes du traité 90 jours après avoir déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

Alors que seuls les gouvernements nationaux qui ratifient la Convention ou qui y adhèrent peuvent devenir Parties à celle-ci, d'autres organes et organisations peuvent participer à la Conférence des Parties en qualité d'observateurs. Les conventions internationales sont des accords juridiques conclus entre pays souverains. Toutefois, la Convention sur la lutte contre la désertification stipule que les organismes nationaux et internationaux et ONG compétents peuvent être représentés aux sessions de la Conférence des Parties et participer à ses travaux. Les ONG, qui ont joué un rôle éminent dans le processus de la Convention, continuent à sensibiliser le public et à exercer des pressions sur les parlementaires en vue d'une mise en œuvre efficace de la Convention. Ces organisations internationales et régionales produisent des informations essentielles, offrent leurs compétences, établissent des contacts et poursuivent des activités de recherche et de gestion.

a) La Conférence des Parties

La Conférence des Parties est l'organe suprême de la Convention. Elle examine périodiquement la mise en œuvre de la Convention. Elle réunit tous les gouvernements ainsi que les organisations d'intégration économique régionales telles que l'Union européenne qui ont ratifié la Convention. Jusqu'en 2001, la

Conférence des Parties avait tenu cinq sessions. A l'avenir, elle se réunira tous les deux ans. L'une de ses principales fonctions est d'examiner les rapports présentés par les Parties sur la manière dont elles remplissent leurs engagements. La Conférence formule des recommandations sur la base de ces rapports. Elle peut également apporter des amendements à la Convention ou adopter de nouvelles annexes telles que les annexes supplémentaires concernant la mise en oeuvre au niveau régional. Ainsi, la Conférence des Parties prend, dans les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en oeuvre effective.

b) Le Secrétariat permanent

A l'instar d'autres secrétariats de conventions, celui-ci assiste la Conférence des Parties en assurant l'organisation de ses réunions, la préparation des documents, la coordination avec d'autres organes pertinents, la compilation et la transmission d'informations, ainsi qu'en facilitant les consultations et en s'acquittant de diverses autres fonctions. En outre, à la demande, le secrétariat aide les pays en développement touchés à réunir et à transmettre les informations exigées aux termes de la Convention. Les pays en développement touchés peuvent aussi compter sur lui pour obtenir des informations et des avis, par exemple sur l'organisation de leur processus de consultation national.

c) Le Comité de la science et de la technologie

Le Comité de la science et de la technologie est un organe subsidiaire de la Conférence des Parties. Elle fournit à celle-ci des informations et des avis sur des questions technologiques relatives à la lutte contre la désertification et à l'atténuation des effets de la sécheresse. Le Comité se réunit à l'occasion des sessions ordinaires de la Conférence des Parties. C'est un organe pluridisciplinaire ouvert à la participation de toutes les Parties. Il est composé de représentants des gouvernements faisant autorité dans leur domaine de compétence. La Conférence des Parties arrête le mandat du Comité à sa première session.

La Conférence des Parties établit et tient à jour un fichier d'experts indépendants possédant des connaissances spécialisées et une expérience dans les domaines concernés. Ce fichier est établi à partir des candidatures présentées par écrit par les Parties, compte tenu de la nécessité d'une approche pluridisciplinaire et d'une large représentation géographique.

La Conférence des Parties peut, selon que de besoin, nommer des groupes spéciaux pour donner des informations et des avis, par l'intermédiaire du Comité, sur des questions particulières concernant l'état des connaissances dans les domaines de la science et de la technologie ayant un rapport avec la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse. Ces groupes sont composés d'experts choisis parmi ceux dont le nom figure dans le fichier, compte tenu de la nécessité d'une approche pluridisciplinaire et d'une large représentation géographique. Ces experts ont une formation scientifique et une expérience

pratique et seront nommés par la Conférence des Parties sur recommandation du Comité. La Conférence des Parties arrête le mandat et les modalités de fonctionnement de ces groupes.

d) Le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC)

Il aide la Conférence des Parties à suivre régulièrement la mise en œuvre de la convention. A sa cinquième session, la Conférence des Parties a établi une procédure révisée pour l'établissement de rapports sur la mise en œuvre de la Convention et l'examen de cette mise en œuvre. Un organe subsidiaire a été créé pour analyser les rapports des pays Parties et des observateurs ainsi que les informations et les avis du Comité de la science et de la technologie et du Mécanisme mondial et pour en informer la Conférence des Parties. Le CRIC se réunit tous les ans, pendant et entre les sessions ordinaires de la Conférence des Parties. A sa septième session, la Conférence des Parties doit renouveler le mandat et les attributions du Comité et établir le calendrier de ses réunions. Le processus d'examen du Comité, qui comprend des apports aux niveaux sous-régional et régional, permettra à celui-ci de tirer des conclusions et de proposer à la Conférence des Parties des recommandations concrètes sur de nouvelles étapes de la mise en œuvre de la Convention. L'examen doit porter sur des questions thématiques définies par la Conférence des Parties, compte tenu des régions et des sous-régions.

e) Le mécanisme mondial

Il aide la Conférence des Parties à promouvoir le financement des activités et des programmes liés à la Convention. Ce mécanisme a pour fonction non pas de réunir ou de gérer des fonds, mais d'encourager et d'assister les donateurs, les bénéficiaires, les banques de développement, les ONG et d'autres instances à mobiliser des fonds et à les acheminer vers les destinataires qui en ont le plus besoin. Il s'efforce d'améliorer la coordination entre les sources existantes de financement et d'accroître l'efficacité avec laquelle les fonds sont utilisés. Le Mécanisme mondial est placé sous l'autorité de la Conférence des Parties, qui, périodiquement, analyse ses règles d'action, ses modalités de fonctionnement et ses activités. Le Mécanisme mondial est hébergé par le Fonds international de développement agricole (FIDA).

f) Programmes nationaux d'action

Les pays touchés par la désertification mettent la Convention en œuvre en élaborant et en appliquant des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux. Les critères utilisés pour la préparation de ces programmes sont décrits en détail dans l'annexe 5 sur la mise en œuvre régionale pour l'Afrique

(considérée comme prioritaire puisque la désertification y est plus grave qu'ailleurs).

Tirant les leçons du passé, la Convention stipule que ces programmes doivent adopter une approche démocratique et pyramidale de la base au sommet. Ils doivent renforcer la participation populaire et créer un "environnement porteur" susceptible de permettre aux populations locales elles-mêmes de mettre fin à ce processus de dégradation des terres. Evidemment, les gouvernements demeurent responsables de la création de cet environnement porteur. Ils doivent procéder à des changements politiquement délicats comme la décentralisation accrue du pouvoir de décision, l'amélioration des régimes fonciers, et l'attribution d'un réel pouvoir aux femmes, aux cultivateurs et aux éleveurs. Ils doivent également permettre aux organisations non-gouvernementales de jouer un rôle important dans la préparation et la mise en oeuvre des programmes d'action. Contrairement à ce qui a été entrepris par le passé, ces programmes d'action doivent être conçus comme faisant partie intégrante de la politique nationale de développement durable. Ils doivent être souples pour s'adapter aux circonstances.

Les programmes d'action prévus par la Convention sont élaborés sur la base de consultations entre les pays touchés, les pays donateurs, et les organisations inter-gouvernementales et non-gouvernementales. Ce processus améliorera la coordination et canaliserà l'aide au développement là où elle sera la plus utile. II conduira également à des accords de partenariat qui préciseront clairement les contributions respectives des organisations internationales et des pays touchés et donateurs. On s'attend à ce que les pays développés favorisent la mobilisation d'importantes ressources financières au bénéfice des programmes d'action. Ceux-ci doivent également promouvoir l'accès à la technologie, aux connaissances, et au savoir-faire appropriés. La coordination entre les bailleurs de fonds et les récipiendaires est indispensable car les mesures prise dans le cadre des programmes d'action doivent être complémentaires et se renforcer mutuellement.

3- Pertinence de la CCD pour la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est située en zone sub-humide et connaît une dégradation avancée de ses terres fertiles due à l'agriculture extensive et itinérante sur brûlis.

Conformément à l'agenda 21, dans la lutte contre la désertification, la priorité devrait être accordée à la mise en oeuvre de mesures préventives en faveur des terres non encore dégradées ou qui ne le sont que légèrement.

Les zones ayant subi une sévère dégradation ne doivent cependant pas être négligées. La participation des communautés locales, des organisations rurales, des gouvernements des différents pays, des organisations non gouvernementales et des organisations internationales et régionales est indispensable à la lutte contre la désertification et la sécheresse.

La dégradation des sols est d'une importance toute particulière pour la Côte d'Ivoire qui tire énormément de ressources de l'agriculture (30-35% du PIB). Aujourd'hui l'on assiste à un véritable recul des surfaces arables. La forêt a laissé la place à la jachère. L'érosion des sols prend de l'ampleur. C'est pourquoi il est important de prendre les mesures idoines avant qu'il ne soit trop tard. Parmi ces mesures, celui du renforcement des capacités est très important car il permet de garantir la réussite des autres actions de lutte contre la dégradation des sols.

4- Objectifs de la CCD

La CCD a pour objectif principal de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés, en particulier en Afrique.

Cet objectif devra être atteint grâce à la prise de mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une approche intégrée compatible avec le programme action 21 en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées.

II- Réalisations de la Côte d'Ivoire par rapport aux dispositions de la CCD

1- Le cadre juridique et politiques

La Côte d'Ivoire a signé la Convention sur la lutte contre la désertification en 1994 et l'a ratifiée en 1997. En dehors de cette convention, il n'existe pas un cadre juridique spécifique à la désertification et à la dégradation des sols. Cependant, la problématique est suffisamment prise en compte de façon globale dans les politiques de gestion de l'environnement, de la forêt, de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau, de même que dans les textes juridiques et réglementaires qui en découlent.

a) Présentation du cadre juridique et politiques

Le Code de l'Environnement

La loi n° 96-766 du 3 octobre 1996, portant code de l'environnement fixe le cadre général des champs du renforcement des textes juridiques et institutionnels relatifs à l'environnement.

Le décret n° 96-894 du 8 novembre 1996, déterminant les règles de procédures applicables aux études d'impact environnemental (EIE) des projets de développement. Cette disposition réglementaire, impose le recours à l'EIE comme un moyen déterminant d'intégrer les préoccupations écologiques dans la conception, la réalisation et le fonctionnement des projets. L'étude d'impact est ainsi exigée dès la phase de conception des projets de développement potentiellement dangereux pour l'environnement; les autres projets sont, soit soumis à un constat d'impact, soit font l'objet d'une exclusion catégorielle.

Le Code de l'Eau

Un nouveau Code de l'Eau a été voté par le Parlement le 23 décembre 1998. Il s'agit de la Loi n°98 – 755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau. Ce code a pour objectif d'aménager et de renforcer les fonctions qui sont actuellement insuffisamment ou pas du tout assurées, telles que :

- . la connaissance des ressources en eau en quantité et qualité ;
- . la coordination interministérielle ;
- . la planification de l'ensemble du secteur dans un esprit de gestion intégrée ;
- . la concertation avec les élus et les usagers ;
- . la police des eaux (autorisations et déclarations des prises d'eau, des rejets, des ouvrages, contrôle du respect de la réglementation) ;
- . la maîtrise d'ouvrage pour les aménagements d'intérêt commun ;
- . la coopération internationale pour la gestion des cours d'eau transfrontaliers.

Cependant, il n'existe pas de textes d'application pour rendre le code de l'eau opérationnel.

Le Code Forestier (en révision)

La loi n° 65-425 du 20 décembre 1965, portant code forestier, définit les forêts, les aires de protection et de reboisement ainsi que les catégories de droits qui existent dans le domaine forestier. Le code forestier couvre la constitution de réserves et de forêts classées, l'exercice des droits coutumiers et la délivrance des concessions d'exploitation forestière dans les forêts du domaine de l'Etat. Ce code forestier est en cours de révision.

Le Plan National d'Action pour l'Environnement de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a élaboré le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE-CI) afin de mettre en oeuvre ses actions de façon concertée dans un cadre national opérationnel et cohérent comme le recommande l'Agenda-21. Il s'agit du document de référence par excellence en matière d'environnement qui identifie les axes prioritaires. Les autres documents de planification élaborés plus tard se sont inscrits dans cette logique visant notamment à refléter l'ensemble des préoccupations relatives à la LCD et à la dégradation des terres.

Le Plan Directeur de Développement Agricole

L'agriculture représente 30 à 35% du PIB en Côte d'Ivoire et il est admis que les pratiques agricoles figurent au nombre des facteurs qui aggravent le déboisement. C'est pourquoi le gouvernement s'est doté d'un instrument de politique et de stratégie, en l'occurrence, le Plan Directeur de Développement Agricole pour la période 1992-2015. Les objectifs de ce plan sont les suivants:

- . l'amélioration de la productivité et de la compétitivité ;
- . la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire;
- . la diversification poussée des productions agricoles;
- . la réhabilitation du patrimoine forestier;
- . le développement des pêches maritimes et lagunaires.

Le Plan Directeur Forestier

La réforme de l'exploitation forestière issue du Plan Directeur Forestier (1998-2015) a mis en place une stratégie de sauvegarde du patrimoine forestier ivoirien par l'exécution d'actions en vue d'une exploitation durable de la ressource forestière.

La GIRE

La Côte d'Ivoire a élaboré une stratégie de gestion intégrée des ressources en eau (2000-2015). Trois programmes de ce plan sont en relations avec la CCD ; ce sont :

- . La gestion des sécheresses,
- . L'hydraulique agricole,
- . La promotion de la petite irrigation.

Le DSRP

Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) prévoit au titre du secteur de l'environnement 5 milliards de F CFA à la préparation et à la mise en œuvre du PAN. En outre les mesures suivantes ont été identifiées comme urgentes à mettre en œuvre :

- . La lutte contre la dégradation des terres,
- . La protection des sols contre les pollutions.

Le Rapport sur les ODM

Le rapport sur les objectifs de développement du millénaire (ODM) rédigé en 2003 à la suite de l'endossement par la Côte d'Ivoire de la déclaration du millénaire à l'instar de 191 autres pays, rend compte des progrès accomplis pour la réalisation des huit objectifs du millénaire et analyse les efforts à déployer pour les atteindre.

b) Analyse du cadre juridique et politique et besoins en renforcement de capacités

Les instruments juridiques, les politiques existent et peuvent être efficaces s'ils étaient convenablement appliqués. Cependant, les décrets d'application sont parfois insuffisants voire inexistants pour d'autres (cas du code de l'eau). Il faut également noter une insuffisance de vulgarisation des lois ; ce qui les rend méconnues du grand public. De même, l'on peut relever les difficultés liées à l'instabilité institutionnelle, l'insuffisance de suivi de l'exécution, la duplication des pôles de décision qui rendent difficile l'application des lois existantes.

Les besoins ici seraient de renforcer les capacités de l'Etat en matière de techniques de vulgarisation des lois, de sensibiliser les populations au respect du bien commun et de former les agents chargés de faire appliquer les lois à leur bonne interprétation.

2- Le cadre institutionnel

a) Présentation du cadre institutionnel

θ Les ministères

Le Ministère chargé de l'Environnement (Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement) est la structure gouvernementale responsable de la politique environnementale dans le pays. A ce titre, il est chargé de proposer au gouvernement un programme et une position nationale ainsi que les orientations générales.

Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement comporte les directions suivantes :

- . La Direction du cadre de vie ;
- . La Direction de la planification et de l'évaluation ;
- . La Direction des politiques et stratégies de l'environnement.

Les autres Ministères qui interviennent dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols sont :

- . Le Ministère de la Recherche Scientifique,
- . Le Ministère des Eaux et Forêts avec la Direction de la Protection de la Nature et la SODEFOR,
- . Le Ministère d'Etat, Ministère des Mines et Energie à travers la Direction de l'Energie avec en son sein le Bureau des Economies d'Energie (BEE) qui a pour mission la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'énergie,
- . Le Ministère de l'Enseignement Supérieur,
- . Le Ministère des Infrastructures Economiques,
- . La Primature à travers les structures qui y sont rattachées comme :
 - le Projet National de Gestion des Terroirs et d'Equipement rural (PNGTER),
 - l'Observatoire et Renforcement des Activités Agrométéorologiques,
 - Le projet National pour la Bonne Gouvernance et de Renforcement des Capacités,
 - Le Comité National de Télédétection et d'Information géographique (CNTIG),
 - Le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD).

θ **Les structures sous tutelle**

L'ANDE

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), établissement public à caractère administratif chargé de coordonner et d'exécuter des projets de développement à caractère environnemental.

Le CIAPOL

Le Centre Ivoirien Anti Pollution (CIAPOL) chargé de la mise en oeuvre du réseau national d'observation de la qualité des eaux continentales, marines et lagunaires.

Le SIIC

Le Service de l'Inspection des Installations Classées (SIIC), gère les établissements qui génèrent des déchets.

L'OIPR

L'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) chargé de la gestion des parcs et réserves en Côte d'Ivoire.

Le BEIE

Le Bureau des Evaluations d'Impacts en Environnement (BEIE) chargé de l'évaluation des études d'impact en environnement.

La SODEFOR

Société de Développement des Forêts devenue société d'Etat par Décret no 93-206 du 03 février 1993 est l'instrument principal de revalorisation des ressources forestières.

Le CNLFB

Le Comité National de Défense de la Forêt et de Lutte contre les Feux de Brousse (CNLFB) créé en 1984 par le gouvernement ivoirien. Ce comité interministériel a pour mission de réduire ou de supprimer les feux de brousse par des actions d'information, de sensibilisation, l'équipement des populations afin de prévenir les feux de brousse. Par la suite, des comités départementaux, sous-préfectoraux et villageois ont été créés par décret N° 86-378 du 4 juin 1986, pour l'atteinte des objectifs fixés au niveau du comité national.

θ **Les institutions universitaires et de recherche scientifique et technique**

Il existe de nombreuses structures universitaires de recherche scientifiques et techniques en Côte d'Ivoire plus ou moins spécialisées et qui ont des activités en relation avec la gestion de l'environnement de façon générale mais aussi avec la désertification et la dégradation des sols. Ce sont par exemple :

L'Université d'Abobo Adjamé créée en 1992 dans le cadre du suivi de Rio. Le Centre Universitaire d'Abobo Adjamé, devenu Université d'Abobo Adjamé (UAA),

matérialise la volonté du Gouvernement ivoirien de répondre aux besoins en compétences pour assurer le développement durable en Côte d'Ivoire.

Pour réaliser cette mission l'Université d'Abobo Adjamé dispose actuellement de 4 Unités de Formation et de Recherche (UFR) comportant des Laboratoires, des équipements appropriés et d'un personnel national et international adéquat, permanent et occasionnel. Sur ces 4 UFR 2 interviennent dans le domaine de l'environnement en général. Il s'agit de:

- l'UFR des Sciences et Gestion de l'Environnement
- l'UFR Sciences de la Nature

En plus de ces UFR, on peut noter le Centre de Recherche en Ecologie (CRE) qui regroupe :

- l'Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles (IREN)
- la station de recherche écologique de LAMTO
- l'Institut d'Ecologie Tropicale

On peut également citer, l'Université de Cocody avec l'UFR Biosciences et l'Institut de Géographie Tropical (IGT) qui développe un programme formel qui prend en compte les problématiques spécifiques à la lutte contre la désertification, le CIRES (Centre Ivoirien de Recherche Economique et Social), l'Université de Bouaké (URES de Korhogo) avec le DUT Gestion Agro-Pastoral.

L'Institut National Polytechnique Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (INP-HB) est né, par Décret 96-678 du 04/09/96, de la fusion et de la restructuration de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie (ENSA), l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP), l'Institut Agricole de Bouaké (IAB) et de l'Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique (INSET), quatre établissements que l'on désigne communément sous le vocable Grandes Ecoles de Yamoussoukro.

L'Ecole forestière du Banco forme des techniciens supérieurs et des techniciens des eaux et forêts.

θ Les autres structures de recherche non universitaires

Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), société anonyme à participation financière publique. Le capital social, de 500 millions de Francs CFA, est détenu pour 40 % par l'Etat de Côte d'Ivoire et pour 60 % par les opérateurs agricoles et agro-industriels opérant en Côte d'Ivoire. La présence du secteur privé permet d'influencer les orientations, la gestion, et les activités du CNRA en tenant compte des préoccupations des paysans, des organisations professionnelles agricoles et de l'agro-industrie. Créé en 1998, il remplace les trois anciens instituts de recherche agronomique ivoiriens : l'Institut des savanes (IDESSA), l'Institut des forêts (IDEFOR) et le Centre ivoirien de recherche technologique (CIRT). Les missions du CNRA sont d'initier et exécuter des recherches en vue d'assurer :

- . l'amélioration de la productivité des cultures destinées à l'exportation et des cultures alimentaires,
- . la promotion et le développement de nouveaux produits,
- . l'intensification et la stabilisation des systèmes de production agricole et d'élevage,
- . la mise au point de techniques respectant l'environnement et adaptées aux besoins des producteurs et des productrices à faibles revenus,
- . l'amélioration et la diversification des produits d'origine animale,
- . la dynamisation de la recherche technologique, notamment la conservation, la transformation des produits agricoles et l'adaptation de la petite technologie en milieu rural.

En dehors du CNRA, on peut citer le CRO (Centre de Recherche Océanologique), le Centre National de Floristique (CNF).

A côté de ces structures nationales, il y a des institutions comme l'IRD et le CSRS qui sont des structures non ivoiriennes de recherche.

En plus des institutions étrangères, il existe des institutions internationales de recherche que sont l'Association pour le développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA), le Centre International pour l'Amélioration du Maïs et du Blé (CIMMYT)

θ **Les autres structures ou laboratoires**

Nous pouvons citer le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP), le Laboratoire National de Développement Agricole (LANADA).

θ **Les entreprises privées**

L'ANADER

L'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural est une institution d'encadrement et de développement du monde rural qui a pour mission de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des OPA en concevant et en mettant en œuvre des outils appropriés, des programmes adaptés pour assurer un développement durable et maîtrisé.

Le BNETD

Le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) est un bureau National d'Etudes qui intervient dans le domaine de l'environnement à travers sa Division Environnement qui a pour mission de :

- . Apporter un appui Technique au gouvernement en matière de politique environnementale ;

- . Identifier et élaborer des projets de conservation et développement des forêts et autres ressources naturelles ;
- . Elaborer des études d'impact sur l'environnement et effectuer le suivi environnemental des projets ;
- . Réaliser les études sociologiques et élaborer les plans de déplacement des populations et les exécuter ;
- . Elaborer des études en matière de protection de l'environnement.

Le CCT

Le Centre de Cartographie et de Télédétection (CCT) du BNETD a pour missions :

- . d'exécuter ou de faire exécuter les travaux de cartographie et de télédétection d'intérêt général concernant le territoire national ;
- . de coordonner, normaliser et contrôler les travaux de cartographie et de télédétection entrepris par des tiers avec la participation financière de l'Etat ;
- . de centraliser l'archivage de toutes les documentations aérospatiales et cartographiques résultant de travaux entrepris en Cote d'Ivoire par des organismes publics ou des sociétés privées bénéficiant de subventions de l'Etat .

Le CCT est habilité à passer avec des tiers des contrats de prestation de services en matière de cartographie et de télédétection en Cote d'Ivoire et à l'étranger.

La SODEXAM

La Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM) a pour mission de mettre en œuvre la réglementation de l'aviation civile et de la météorologie. Elle a également pour attribution la navigation et la sécurité aérienne. Elle gère au nom et pour le compte de l'Etat, les infrastructures aéroportuaires.

Le CURAT

Le CURAT a été créé par arrêté rectoral n°05-588 du 11 Août 1995. Il a été érigé en Centre d'Excellence en Télédétection en Afrique noire pour la promotion de la science dans la langue française. Sa création est venue de l'aspiration d'une équipe de Télédétection de l'Enseignement Supérieur en Côte d'Ivoire.

Le CURAT a vocation de participer à la résolution de problèmes concrets de développement susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations et de garantir la gestion rationnelle des ressources naturelles.

Le CURAT est le premier institut universitaire de Télédétection et de Système d'Information Géographique en Afrique noire. C'est le centre universitaire le mieux équipé en matériels informatiques (ordinateurs, logiciels de gestion des données, de traitement numérique d'images et de Systèmes d'Information Géographique); le plus complet d'un point de vue pluridisciplinaire; le plus orienté vers la recherche appliquée, la formation et la publication des articles essentiellement en langue française. Il est l'un des premiers centres qui suscitent le plus d'intérêt scientifique dans les milieux universitaires et dans les services nationaux en

Afrique de l'Ouest. Les Chercheurs et Enseignants-Chercheurs y sont à 95 % des nationaux.

La SODECI

La Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI) est chargée de l'exploitation, le traitement, la distribution et la facturation de l'eau potable en Côte d'Ivoire. Elle est également chargée d'entretenir et de redimensionner les réseaux d'assainissement, de contrôler la qualité des effluents industriels de la ville d'Abidjan. Elle est liée à l'Etat par contrats. La SODECI réalise les objectifs définis par le Gouvernement dans la conception de sa politique relative au secteur de l'eau et de l'assainissement : ce sont les objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

La CIE

Créée en novembre 1990, la CIE (compagnie ivoirienne d'électricité) est chargée de l'exploitation des réseaux d'électricité. C'est une société anonyme au capital de 14 Milliards de francs CFA, réparti entre l'Etat Ivoirien, la Société d'aménagement urbain et rural, Electricité de France, des privés ivoiriens et les collaborateurs de la Compagnie. Elle est chargée de façon plus spécifique de la production, du transport, de l'exportation, de l'importation, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire.

La Direction de la Météorologie

La vocation de la Direction de la Météorologie est de surveiller de façon régulière le climat, de protéger les biens et personnes contre les catastrophes. Elle contribue aux actions de lutte contre la pauvreté, aux mesures d'adaptations par l'application des méthodes appropriées pour différents secteurs tels que l'agriculture, la santé, les centres de recherche, etc. Sa préoccupation première est de renforcer les capacités de surveillance du temps et du climat par des équipements performants afin d'obtenir des données plus fiables sur le maximum de points de mesures. Cela se traduit également par le renforcement du réseau, le développement de sa base de données, le renforcement des capacités humaines et un renforcement du partenariat avec les autres structures. Les stratégies de réponses face aux impacts des changements climatiques se font avec les partenaires par rapport aux activités socio-économiques, car cela permet d'élaborer des outils de décisions pour les acteurs du développement. Pour atteindre ses objectifs, la Direction de la météorologie a un réseau de communication propre et les informations sont disponibles en temps réels. Il existe en outre des observations satellitaires qui font le suivi des facteurs climatiques de façon beaucoup plus fines.

La Direction de la Météorologie fait partie d'une institution régionale appelée PRESAO (Prévision Saisonnière de l'Afrique de l'Ouest) qui élabore des prévisions saisonnières.

Elle élabore les périodiques climatologiques suivants :

- . un bulletin pluviométrique mensuel ;
- . un bulletin climatologique mensuel "express" ;
- . un bulletin climatologique mensuel "complet".

Depuis 1998, la Côte d'Ivoire participe sous le contrôle de l'ACMAD, l'AGRIMET et de l'ICRISAT (International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics) au programme régional de prévisions saisonnières appliquées aux systèmes d'alerte précoce et à la sécurité alimentaire. Ce programme a pour objectif d'améliorer les rendements et les conditions socio-économiques des populations ainsi que l'amélioration des systèmes d'alerte pour la sécurité alimentaire.

Les ONG

Les ONG n'ont joué qu'un rôle marginal par le passé dans les efforts de protection de l'environnement. Aujourd'hui, elles commencent à s'activer et leur dynamisme peut compléter les actions entreprises par le gouvernement et les autres organisations.

Il existe en Côte d'Ivoire, de très nombreuses ONG nationales et internationales. Certaines parmi elles exercent dans le domaine de l'environnement en général avec des activités pouvant aller dans le sens de la lutte contre la désertification et de la dégradation des sols.

Certaines ONG en Côte d'Ivoire sont regroupées au sein de collectifs comme :

- . Le CONGACI (Collectif des ONG actives en Côte d'Ivoire)
- . Le RECI (Réseau des ONG d'Environnement de Côte d'Ivoire)
- . Le Forum des ONG de Côte d'Ivoire.

Liste de quelques ONG ivoiriennes intervenant en Environnement

SIGLE	NOM	DOMAINE D'ACTIVITÉS
AFVP	Association Française des Volontaires de Progrès	Développement Rural Formation
AI	Agir International	Santé, Social, Développement Durable, Conflit et Action contre la Faim
AP	Agri-Plus	Agriculture
APSE	Action des Professeurs pour la Sauvegarde de l'Environnement	Environnement
ARK	Animation Rurale de Korhogo	Développement Rural, Santé, Femmes, Alphabétisation
AVDA	Association des Volontaires pour le Développement de l'Agriculture en milieu Rural	Santé, Développement
AWLAE	African Women Leaders in Agriculture & Environnement	Formation Femmes
BAC	Bethel Alliance Chrétienne	Développement Rural
CIE	Côte d'Ivoire Ecologie	Protection Environnement
CIN	Côte d'Ivoire Nature	Protection Forêt et Environnement
CRES-ERE	Cercle de Réflexion, d'Etude et de Soutien à l'Education Relative à l'Environnement	Environnement
CVCI	Croix Verte Côte d'Ivoire	Protection Environnement
ECODEV	Approche intégrée au Développement	Santé, lutte contre la pauvreté
FERAGRO	Ong Ferme et Agriculture	Agro-pastorale
FIR	Femmes Ivoiriennes Rurales	Santé, Agriculture, Commerce
GI	Grenier Ivoire	Développement Rural
La Source	La Source	Développement Rural
Le Grand Vert	Grand Vert	Protection Faune, Flore et Environnement
OCOVIE	Organisation Communautaire pour la Vie	Santé, Social, Environnement
PROSODEC	Programme de Solidarité au Développement Économique et Communautaire	Santé, Agriculture, Environnement
SD	Savane et Développement	Environnement en Milieu Rural
SED	Santé, Environnement, Développement	Santé et Développement, Environnement
SOS Forêt	SOS Forêt	Protection Forêt et Environnement

En dehors des ces ONG nationales, il existe quelques ONG internationales qui exercent dans le domaine comme le WWF qui finance des activités de protection et de sauvegarde des ressources naturelles vivantes, et Conservation Internationale qui a pour mission de conserver l'héritage naturel vivant de la terre, la biodiversité et démontrer que les sociétés humaines sont capables de vivre en harmonie avec la nature.

b) Analyse du cadre institutionnel et besoins en renforcement de capacités

Il existe une complémentarité entre toutes ces structures qui exercent dans le domaine. Elles contribuent chacune à son niveau à la lutte contre la dégradation des sols et à la désertification. Il faudrait cependant améliorer la coordination et la concertation entre ces acteurs.

Il a été relevé la trop grande instabilité institutionnelle qui constitue un sérieux handicap dans le contrôle, le suivi et même la poursuite des projets et programmes initiés dans le secteur. A cela, il faudra ajouter le personnel technique en nombre insuffisant, des moyens matériels et financiers inexistantes.

Le besoin en renforcement de capacités du point de vue institutionnel serait de former plus de techniciens pour combler le déficit et mieux équiper les différentes structures en moyens matériels.

3- Les activités de renforcement de capacités

a) Présentation des activités de renforcement de capacités

Les projets comme le Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées (PC-GAP), le Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune (GEPRENAF), le Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural (PNGTER), le Projet National de Gestion de l'Espace Rural (PNAGER), les Fonds Régionaux d'Aménagement Rural (FRAR) ont tous à des degrés divers, contribué à renforcer les capacités en matière de désertification et de dégradation des sols.

Le PC GAP

L'objectif général du Projet Cadre de Gestion des Aires Protégées (PCGAP) est de contribuer, de façon durable, à la préservation et à la valorisation, dans les parcs nationaux et les réserves naturelles, d'un échantillon représentatif de la diversité biologique nationale, ainsi qu'au maintien des processus écologiques. Son objectif spécifique est de mettre en place un système de protection et de valorisation efficace et durable des parcs nationaux et réserves (PNR), tout en élargissant leur réseau.

Pour atteindre ces objectifs, une Fondation est créée dans le cadre de la loi sur la création, la gestion et le financement des PNR, sous la forme d'une association

dont la spécificité législative fournira aux donateurs des assurances et garanties plus fortes que celles résultant de la seule loi sur les associations.

Le PNGTER

Le PNGTER est le Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural. Il s'agit d'un projet d'appui à la politique du Gouvernement en matière de Décentralisation et d'Aménagement du territoire. De façon plus spécifique, le Projet vise à contribuer à la lutte contre la pauvreté à travers :

l'appui à la mise en œuvre d'une politique foncière destinée à sécuriser les exploitants et faciliter le règlement des litiges ;

l'aménagement des terroirs villageois par le développement des investissements sociaux et productifs en tenant compte des potentialités locales ;

la responsabilisation et la participation accrues des populations dans la planification, la programmation, la réalisation et la gestion des actions de développement.

Le PNGTER renforce les capacités des communautés en vue de la mise en place des communes en milieu rural. Le PNGTER, en clarifiant la situation foncière, contribue à atténuer les conflits fonciers et pérenniser les investissements. Dans l'élaboration des Plans de Développement, le PNGTER met l'accent sur la valorisation, la conservation et la gestion des ressources naturelles en vue d'un développement durable. Il est prévu un fonds d'études qui peut être mobilisé pour des projets qui nécessiteraient une étude de faisabilité ou une étude d'impact environnemental.

Le GEPRENAF

Le GEPRENAF est également un programme qui aide à lutter contre la pauvreté en apportant un appui aux populations à valoriser leurs ressources naturelles en les gérant de façon à tirer un bénéfice et ainsi de mieux percevoir les avantages de la conservation et de l'utilisation durable des ressources.

Le PNAGER-NORD

Le PNAGER-NORD est également un projet de renforcement de capacités en vue d'appuyer les populations à réaliser l'aménagement et la gestion de leur espace rural dans le but d'atténuer les conflits agriculteurs éleveurs, de mieux protéger des l'environnement et les ressources naturelles et améliorer leurs conditions de vie.

Le DDR-RRR

Le programme de reconstruction post-conflit élaboré en 2003 a pour objectifs de mettre en œuvre des mesures urgentes de reconstruction du pays avec un volet important consacrée à la restauration de l'environnement et des ressources naturelles. La préparation du PAN LCD et la dégradation des sols fait partie des mesures urgentes à mettre en œuvre.

Le projet FEM/ONG

La stratégie des ONG dans le contexte du financement FEM/ONG élaboré en vue de conduire la seconde phase opérationnelle du programme de micro financement

du FEM (FEM/ONG) prend en compte les préoccupations en matière de LCD. Ce plan définit quatre zones d'intervention prioritaires (ZIP). En ce qui concerne la ZIP 1 (en zone de savane) et la ZIP 2 (zone préforestière) les actions retenues concernent l'amélioration de l'efficacité énergétique des petites technologies en utilisant des bois et la charbon de bois, la promotion des énergies alternatives (solaire, biogaz) au sein des communautés rurales, le reboisement pour la production ou l'utilisation rationnelle de la biomasse.

La Politique de Décentralisation et la participation publique à la prise de décision
Le processus de décentralisation en Côte d'Ivoire se poursuit avec la mise en place des conseils généraux au niveau département après les communes. Mais avec la partition du pays les conseils des zones occupées n'ont pas pu véritablement travailler dans leurs zones.

Les collectivités locales, les agriculteurs regroupés en GVC (Groupement à Vocation Coopérative) et en OPA (Organisation Professionnelle Agricole), les femmes et les jeunes participent à la prise de décision en ce qui concerne le développement. La préparation et l'adoption du Code Foncier en est un exemple. L'élaboration du projet de loi définitive, soumis au parlement, a été précédée d'une campagne de sensibilisation à travers tout le pays au cours de laquelle les députés ont recueilli l'avis de tous les groupes concernés.

Il y a également lieu de poursuivre et d'intensifier les réformes engagées en matière de décentralisation et d'amélioration du régime d'exploitation des ressources, et de renforcer la participation des populations et des collectivités locales.

Autres activités de renforcement de capacités

Plusieurs actions de renforcement de capacités ont été réalisées en Cote d'Ivoire dans le domaine de l'environnement.

Il y a eu la formation aux techniques de gestion de l'environnement des agents du Ministère chargé de l'environnement, des agents communaux, des ONG et des agents des médias en vue d'améliorer les capacités nationales de gestion de l'environnement. Des programmes de sensibilisation, d'éducation et d'information environnementale privilégiant l'implication appropriée de la société civile ont été également mis en oeuvre.

Dans le domaine forestier, il a été réalisé des formations des agents de la SODEFOR et des Parcs en vue de renforcer leurs aptitudes physiques et techniques aux actions de contrôle des forêts classées et des réserves ainsi que des interventions directes en vue de l'expulsion des forêts classées et des Parcs et Réserves Analogues des occupants illégaux (paysans et/ou des braconniers). Les parc concernés sont ceux de Taï, de la Comoé, de la Marahoué et la forêt de Goindébé).

En matière de formation continue, l'IDEFOR-Foresterie a assuré, avec l'aide de la Coopération française, une formation sur la valorisation énergétique de la

biomasse à l'intention des responsables de projets, d'ONG, des agents de développement des secteurs public et privé.

En ce qui concerne la promotion de la Femme, un programme de sensibilisation à l'utilisation et de formation aux techniques de construction des foyers améliorés a été réalisé.

Les modules de formation à la gestion de l'environnement sont diffusés dans les Directions régionales de l'Éducation nationale. L'éducation environnementale est en train d'être introduite dans le cursus scolaire au niveau des écoles primaires en tant que matière intrinsèque au même titre que les matières dites traditionnelles (français, mathématiques, etc.). L'université d'Abobo-Adjamé forme des spécialistes en environnement de niveau DUT, troisième cycle (DEA et doctorat en sciences de l'environnement). Des enseignants (primaires et secondaires) ont été formés dans le domaine de l'environnement.

L'ANADER, à la suite d'un diagnostic, a identifié des besoins des populations rurales en renforcement de capacités et les a formé à :
la restauration de la fertilité et biologique des sols (jachère améliorée, technique de semis direct sans labour, production et utilisation de compost et de fumier),
la défense et restauration des sols (plantation de haie vives, cordons pierreux en courbes de niveau, aménagements anti-érosif, etc.).

Le Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural (PNGTER) a formé depuis 1998 les comités villageois de développement (CVD) et les conseils de développement local (CDL) à l'aménagement durable de leurs terroirs, au diagnostic environnemental et à la gestion rationnelle des ressources naturelles. Un volet important du programme a été consacré à la formation des comités villageois de Gestion Foncière Rurale et des Comités Sous Préfectoraux de Gestion Foncière à la gestion foncière rurale.

De nombreuses autres activités de renforcement de capacités ont été menées comme par exemple, le concours de représentations théâtrales organisé par Côte d'Ivoire Ecologie et financé par le PACIPE, les Projets BAD Education, Les coopératives scolaires, les émissions spécialisées dans les médias nationaux.

Il faut noter que la plupart de ces actions de renforcement de capacité ne sont pas spécifiques à la dégradation des sols. Cependant, ces différentes actions ont contribué à créer un éveil progressif de la conscience nationale en matière d'environnement.

b) Analyse des activités de renforcement de capacités

Les programmes de développement sont perturbés par la situation socio-politique de la Côte qui connaît de fréquentes suspensions de décaissements en sa faveur de la part des bailleurs de fonds. Les réformes en matière de décentralisation sont ralenties en raison de la partition du pays. La mise en place des 400 communes en milieu rural n'est pas encore effective. Malgré la participation de la Côte d'Ivoire

aux conventions, on note une insuffisance des actions allant dans le sens de leur mise en œuvre. Il apparaît alors nécessaire de renforcer les capacités des parties prenantes à l'élaboration de projets pertinents en vue de mobiliser les ressources disponibles afin de pouvoir bénéficier des avantages liés à ces accords.

4- La participation aux conventions régionales et internationales

La Côte d'Ivoire participe aux conventions suivantes

Au niveau régional :

la Côte d'Ivoire participe à la Convention d'Abidjan et son plan d'action.

La Côte d'Ivoire participe également au processus PACSICOM.

Au niveau international:

- Convention sur la conservation de la nature et des ressources naturelles;
- Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel;
- Accord sur les bois tropicaux;
- Convention-cadre sur les changements climatiques;
- Convention sur la diversité biologique;
- Convention de lutte contre la désertification;
- Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale.

5- La coopération/collaboration entre pays touchés parties

Le GEPRENAF (Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la faune) et qui couvre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso est un bon exemple de coopération à travers un projet commun entre les deux pays en matière de gestion des ressources naturelles.

La Côte d'Ivoire a adhéré au club du Sahel en 2004. Le club du Sahel a été créé en 1976, à l'initiative de quelques leaders des pays sahéliens et d'un certain nombre de représentants de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), en tant que Forum de concertation et de plaidoyer en faveur d'un soutien accru et durable de la communauté internationale aux pays sahéliens victimes de la sécheresse. Depuis sa création, le Club entretient un partenariat de proximité avec le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

6- La coopération internationale

Dans le cadre de la préparation du PAN, la Côte d'Ivoire a obtenu un accord de financement de \$ 65.000 avec le Gouvernement du royaume de Belgique.

Dans le cadre d'un projet régional initié par la FAO en 1995, la gestion intégrée des déprédateurs a pris une importance particulière, au point qu'il est apparu indispensable de renforcer les capacités de plusieurs acteurs du secteur. Ainsi, 17 cadres ont été initialement formés par la FAO et l'ADRAO (Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest).

Les diverses réformes engagées dans le cadre du Programme d'Ajustement du Secteur Agricole ont été mises en œuvre avec l'appui de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de l'Union Européenne, de la France et de l'Allemagne. La politique de libéralisation de l'économie et de la promotion du secteur privé en Côte d'Ivoire, s'inscrit également dans le cadre de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine).

Dans le cadre de la politique économique et financière du gouvernement ivoirien, les actions, comprennent la mise en œuvre des critères de convergence et de performance dans différents domaines de la politique économique, l'harmonisation de la fiscalité indirecte et des tarifs douaniers, l'adoption d'un cadre simplifié commun de promotion des investissements et d'un système comptable ouest africain commun. La Côte d'Ivoire se propose également, de concert avec les gouvernements des autres pays membres de l'UEMOA, d'adopter des politiques sectorielles communes et de promouvoir des projets sectoriels à caractère régional.

La Côte d'Ivoire participe à l'accord ABN (Autorité du Bassin du Niger) qui concerne l'utilisation des nappes phréatiques, cours d'eau et lacs. Elle participe également au projet conservation de la biodiversité des sols et au projet FED/ACP d'amélioration des jachères et de la gestion de l'espace agropastoral.

La Côte d'Ivoire se propose également, de concert avec les gouvernements des autres pays membres de l'UEMOA, d'adopter des politiques sectorielles communes et de promouvoir des projets sectoriels à caractère régional.

Certains programmes en Côte d'Ivoire bénéficient d'appuis extérieurs provenant de la coopération allemande (GTZ), la coopération française, et l'Union Européenne, etc.

La Côte d'Ivoire participe au club du Sahel créé en 1976, à l'initiative de quelques leaders des pays sahéliens et d'un certain nombre de représentants de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), en tant que Forum de concertation et de plaidoyer en faveur d'un soutien accru et durable de la communauté internationale aux pays sahéliens victimes de la sécheresse. Depuis sa création, le Club entretient un partenariat de proximité avec le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

III- Les capacités nationales de mise en œuvre de la convention

1- Présentation des capacités nationales de mise en œuvre de la convention

a) Les ressources humaines

Il existe des compétences dans les ministères, dans l'administration, les structures techniques, les ONG, dans l'enseignement, la recherche, etc. Quelques uns de ces domaines de compétence sont les suivants : océanographie, climatologie, écologie, géographie, économie de l'environnement, agronomie, agro-foresterie, hydrologie, droit de l'environnement, chimie, physique, etc.

Au niveau de l'administration publique qui intervient directement dans la gestion de l'environnement, dans l'enseignement, la recherche, les ministères impliqués dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols, le niveau d'information et de connaissance est appréciable et cela se traduit par les activités et les projets conduits dans le domaine. Cependant, une amélioration de ce niveau de connaissances peut être utile.

Par contre en ce qui concerne le public ou la société civile; il y a une connaissance insuffisante des signes et effets précurseurs de la désertification. De façon générale, on note un faible taux d'alphabétisation des paysans qui ne favorise pas leur sensibilisation et leur formation.

Analyse de la situation et besoins en renforcement de capacités

Il existe de nombreuses compétences dans le domaine de la lutte contre la désertification et la dégradation des sols. Ces compétences sont utiles et le secteur étant assez nouveau, les risques de perte de ces compétences sont minimales. Cependant, devant le problème de vieillissement du personnel compétent, il est important de relever le besoin de mettre en place des mécanismes permettant d'assurer leur renouvellement et ainsi assurer la transmission du savoir en vue de garantir la relève.

Il serait également nécessaire d'améliorer le niveau d'alphabétisation des populations rurales et les former afin d'améliorer leur niveau de connaissance dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols.

Il y a lieu de développer et renforcer une conscience nationale en matière d'environnement grâce aux actions d'information, de sensibilisation et d'éducation; de donner aux citoyens la possibilité de se motiver et de s'organiser pour participer activement aux actions d'amélioration et de prévention de l'environnement.

b) Les ressources matériels disponibles

Les structures intervenants dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols sont dotées de capacités techniques appréciables. Des structures comme le BNETD CCT, CNTIG, SODEXAM peuvent fournir des données sur l'occupation des sols en temps réel et toute autre information en cartographie et télédétection. Il faut cependant relever l'importance des données de terrain pour compléter les données satellitaires.

Les programmes de formation existent par rapport aux domaines identifiés de même que les ressources humaines dans les différents établissements d'enseignement et de formation déjà énumérés. Cependant, il apparaît le besoin de valoriser certaines ressources humaines et d'identifier de nouvelles filières pour renforcer les acquis.

Il existe également des mécanismes d'acquisition de nouvelles compétences à travers des formations spécialisées ou les stages de perfectionnement. Cependant, elles ne donnent pas systématiquement droit à une promotion ou une valorisation de la fonction par des mesures incitatives dans l'administration publique en général. Ce qui n'encourage pas toujours les intéressés ou les incite plutôt à rejoindre d'autres structures qui offrent de meilleures perspectives.

Analyse de la situation et besoins en renforcement de capacités

Il ressort que globalement il existe un besoin en renforcement des capacités techniques pour atteindre les objectifs, notamment en matière de maintenance des équipements.

Il serait en outre souhaitable de mettre en place une politique de gestion des ressources humaines qui consisterait à mettre les hommes qu'il faut à la place qu'il faut et reposerait sur des mécanismes objectifs de promotion basés sur le mérite et les résultats obtenus, afin de mieux valoriser les compétences au niveau national comme international.

c) Les informations et leur gestion

Des informations existent et des efforts sont faits pour les rendre plus accessibles. On peut citer par exemple la mise en place d'un observatoire et renforcement des activités agrométéorologiques en Côte d'Ivoire.

Les missions générales de l'observatoire sont entre autres de recueillir et d'actualiser régulièrement les informations dans le secteur agricole pour orienter les prises de décision et les activités liées à la production agricole, de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles (eau, sol, végétation), de mettre en place des systèmes d'alerte précoces de la sécheresse et autres calamités, d'élaborer et d'exécuter des programmes de renforcement de capacités des

structures partenaires (formations, équipement, etc.), d'assurer le suivi évaluation des différents programmes de renforcement de capacités réalisés.

L'IEC-CCC dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols reste insuffisante. Il faut cependant noter que de nombreux efforts sont faits par les ONG et l'administration. Les thèmes abordés concernent :

- . la lutte contre les feux de brousse,
- . la surexploitation des ressources naturelles,
- . les mauvaises pratiques agricoles qui sont responsables de la dégradation des terres et de la pression foncière
- . la lutte acridienne
- . la gestion du bétail, etc.

Il existe des possibilités d'échanges d'informations entre spécialistes avec les ateliers, séminaires, tables rondes, journées scientifiques, journées portes ouvertes qui sont de plus en plus organisées. Avec le développement des NTIC et notamment l'Internet, les échanges d'informations deviennent de plus en plus aisées. Tout ceci facilite les contacts entre les différents spécialistes en charge des questions relatives à la lutte contre la désertification.

Analyse de la situation et besoins en renforcement de capacités

Les contacts entre spécialistes pour échanger des informations existent mais gagneraient à être renforcés. Il faut également relever le cloisonnement de certains services administratifs qui pose des problèmes de communication et d'échanges d'informations. Mais une bonne organisation et un bon management peuvent améliorer peuvent permettre de lever ces contraintes.

Il faudrait également encadrer les ONG ayant pour mission la protection de la sauvegarde de l'environnement et les encourager à vulgariser l'information environnementale afin de développer et renforcer une conscience nationale en matière d'environnement grâce aux actions d'information, de sensibilisation et d'éducation; donner aux citoyens la possibilité de se motiver et de s'organiser pour participer activement aux actions d'amélioration et de prévention de l'environnement.

Il a été relevé une connaissance insuffisante de la convention. Il faudrait donc assurer une meilleure vulgarisation de la convention. Pour y remédier, il serait nécessaire d'élaborer des messages et informations relatives à la désertification et à la dégradation des sols accessibles au grand public et adaptés à chaque cible.

d) Le suivi et évaluation des activités de renforcement de capacités

La plupart des projets de développement durable en général ont des composantes chargées du suivi/évaluation. Cependant, ce suivi/évaluation ne prends généralement en compte que les résultats et les impacts.

En la matière, l'ANCR gagnerait à collaborer avec le projet National pour la Bonne Gouvernance et le Renforcement des Capacités de même que l'observatoire et renforcement des activités agrométéorologiques qui a parmi ses missions, celle d'assurer le suivi/évaluation des différents programmes de renforcement de capacités réalisés.

Analyse de la situation et besoins en renforcement de capacités

Il serait intéressant de mettre en place un dispositif de suivi/évaluation spécifique aux activités de renforcement de capacités.

Afin de pouvoir effectuer des analyses comparatives pour la planification des actions et leur suivi, il est souhaitable de mettre en place rapidement un système intégré de l'information environnementale.

e) Les ressources financières disponibles ou potentielles

La Côte d'Ivoire bénéficie de financements d'organismes bilatéraux ou multilatéraux de (USAID, FAC, Union Européenne, Banque mondiale, BAD, FEM) avec notamment des projets comme le Projet d'Appui aux Communes (PACOM), le Projet de Développement des Communes Côtières (PDCC), Projet d'Appui au Développement des Villes (PADEV), le Projet National de Gestion des Terroirs (PNGTER), le projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune (GEPRENAF), le Projet Cadre de Gestion des Aires Protégées (PCGAP), les Fonds Régionaux d'Aménagement Rural (FRAR) et les Fonds d'Investissement et d'Aménagement.

Des fonds existent au niveau national et international et peuvent être mobilisés ou utilisés dans des activités de lutte contre la désertification/dégradation des sols. Quelques-uns ont été identifiés. Ce sont :

Au niveau National

La fondation créée pour la gestion durable des aires protégées, en cours de constitution. Cette fondation sera principalement approvisionnée par le FEM. L'objectif fondamental de la Fondation est de faciliter le financement à long terme de la conservation des PNR. Elle est chargée de rechercher les ressources nécessaires en complément des financements publics et des recettes générées par la valorisation des PNR. Elle a aussi, pour tâche essentielle, de créer un fonds fiduciaire dont le capital, à perpétuité, permettra d'assurer en permanence une source de revenus stables grâce aux produits des placements effectués. Avec le capital initial alloué par Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et d'autres partenaires (bilatéraux, multilatéraux, privés, le Gouvernement), la Fondation donnera priorité au financement durable de certaines charges récurrentes des PNR et de certains investissements assurés par le revenu de ses placements. La Fondation agira en tant que donateur et promoteur de la conservation de la

diversité biologique au sein des PNR et de leurs zones périphériques. La Fondation constituera ainsi un précieux outil de financement au service de l'Office des parcs Nationaux et des Réserves. Les entités publiques, privées et non-gouvernementales sont éligibles au financement. Les champs d'intervention sont: le fonctionnement de l'Office National des Parcs Nationaux et Réserves ainsi que le financement des programmes de conservation dans les PNR et leurs zones périphériques.

En dehors de la fondation, on peut citer au niveau national le fonds national de l'environnement créé en 1996 et fonctionnel depuis peu, la bourse de déchets en constitution, le fonds forestier national en cours de création qui devra financer les actions de reboisement et d'aménagement forestier, les Organisations Professionnelles Agricoles, les fonds issus des Conseils généraux, les Structures de micro crédit.

Au niveau sous international

La commission économique des nations unies pour l'Afrique (CEA), créée en 1958, la CEA est l'une des cinq commissions régionales qui relève, administrativement, du Siège de l'ONU. En tant qu'organe régional de l'ONU en Afrique, elle a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses 53 membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique. Elle fait rapport au Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC). La Commission comporte six Divisions organiques chargées de l'exécution des programmes: Politique et gestion du développement ; Politique économique et sociale ; Genre et développement ; Information pour le développement ; Développement durable ; Commerce et intégration régionale. Cinq Bureaux sous-régionaux donnent un impact sous-régional au programme du travail et appuient les services extérieurs. Sur la base de cette structure, la CEA met en œuvre plusieurs moyens et services pour appuyer ses Etats membres : l'analyse des politiques et le plaidoyer ; consolider les partenariats ; la communication et partage des connaissances ; l'assistance technique et le soutien aux activités des sous-régions.

Les fonds arabes, qui proviennent de 22 pays de la Ligue des états arabes destiné à aider au développement économique et social des pays arabes en finançant des projets, en encourageant l'investissement des fonds privés et publics dans des projets, en apportant une assistance technique. Cependant, peuvent en bénéficier les gouvernements, les entreprises et sociétés publiques ou privées des autres pays. Les fonds arabes financent de préférence les projets de développement concernant l'amélioration des routes et des transports aériens, l'appui aux réseaux routiers ruraux, la modernisation des réseaux de télécommunication, l'amélioration des capacités de production d'énergie, le développement et l'amélioration des activités de production et de protection de l'environnement et de la santé en général.

Le fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), est un fonds public bilatéral qui a été créé en 1994 par le Gouvernement français à la suite du Sommet de Rio. Il a pour objectif de favoriser la protection de l'environnement mondial dans des projets de développement durable dans les pays en développement et en transition. Le FFEM intervient en appui à des réalisations concrètes dans les pays bénéficiaires, avec une démarche d'apprentissage et en testant des approches novatrices ou exemplaires, à la demande et sous la responsabilité d'un de ses 5 partenaires institutionnels français, en cofinancement minoritaire, comme outil additionnel à l'aide extérieure française, comptabilisé en aide publique au développement. Les domaines d'intervention couvrent la Biodiversité, les Changements climatiques, les Eaux internationales, la Désertification, les Polluants organiques persistants, l'Ozone. L'action du FFEM est en grande partie localisée dans les pays sahariens et sahéliens. Il finance prioritairement les projets au niveau local visant à soutenir la résilience des écosystèmes ou à inverser le processus de désertification là où cela est encore possible. Il soutient en particulier l'agroécologie.

Le WWF (Fonds Mondial pour la nature ou en anglais World Wildlife Fund) a pour mission d'arrêter la dégradation accélérée des ressources naturelles et aider les populations à vivre en harmonie avec la nature.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est un mécanisme financier qui accorde des dons et des fonds concessionnels aux pays en développement pour des projets et activités visant à protéger l'environnement mondial. Ses activités sont menées conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale.

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) est un mécanisme financier créée à l'initiative de la France et destiné à financer les surcoûts liés à la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration des projets. Les pays membres de la COP sont éligibles de même que tous ceux qui remplissent les conditions requises pour emprunter auprès de la banque mondiale ou obtenir des dons d'assistance technique du PNUD à travers un programme pays.

En dehors de ces fonds, des financements peuvent être obtenus de l'Union Africaine (UA) à travers le programme environnement du NEPAD, des bailleurs de fonds bilatéraux comme la KfW (instrument financier de la coopération allemande) et multilatéraux comme le FMI, la Banque Mondiale.

Au niveau régional, des financements peuvent être mobilisés de l'Union Economique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Analyse de la situation et besoins en renforcement de capacités

Bien que les ressources potentielles soient nombreuses, on constate une insuffisance des ressources disponibles due à une capacité faible de mobilisation de ces ressources. On note également une grande dépendance vis à vis des financements internationaux (extérieurs). Les ressources internes allouées à la lutte contre la désertification et à la dégradation des sols sont faibles en raisons des énormes difficultés financières que traverse la Côte d'Ivoire.

Toutes les sources de financement ci-dessus mentionnées sont susceptibles d'apporter leur concours financier dans des actions liées à la désertification et à la dégradation des sols. Cependant, il apparaît nécessaire de renforcer les capacités nationales en matière d'élaboration de projets éligibles à ces fonds ou mécanismes financiers.

IV- Questions intersectorielles et synergies entre les 3 conventions

Les questions intersectorielles sont importantes car transversales entre les trois conventions. Il est important de les relever pour les résoudre une fois pour toutes au lieu de les appréhender séparément dans le cadre de chaque convention.

Collecte, gestion des données et suivi

Une des contraintes les plus courantes à trait à la collecte des données de façon fiable. Plusieurs facteurs peuvent affecter cette collecte comme par exemple, la fiabilité des instruments de mesure, la nature des informations collectées, comment et où les collecter, etc. Une autre contrainte consiste au traitement et à diffusion des données. Ensuite, il faut relever les difficultés de suivi des données.

Cadres réglementaires, juridiques et institutionnels

Les différents changements de ministères et services en charge des questions environnementales ne facilitent pas la capitalisation des acquis des différentes actions entreprises de sorte qu'il y a un perpétuel recommencement des mêmes activités.

Bien que la réglementation soit adéquate, il se pose un problème de vulgarisation des textes de sorte qu'ils sont soit méconnus ou non appliqués. En outre, les sanctions prévues sont rarement appliquées.

Développement et transfert de technologies

La plupart des technologies sont développées dans les pays occidentaux et ont besoins d'être transférées de manière efficiente. Ceci est valable aussi bien pour les technologies non polluantes (afin de réduire les gaz à effet de serre), les énergies nouvelles renouvelables, les techniques agricoles durables, etc.

Instruments financiers et mécanismes

Les ressources nationales étant insuffisantes, la mise en œuvre des actions liées à la convention dépend fortement de ressources internationales qui ne sont pas toujours faciles à mobiliser en raison de procédures complexes.

Education

La sensibilisation aux processus et dynamiques des systèmes environnementaux est importante pour développer une sensibilité des populations vis à vis des problématiques environnementales.

Les incertitudes

Que ce soit en matière de changements climatiques comme en matière de perte de biodiversité, les incertitudes scientifiques sont telles qu'elles peuvent constituer un frein à la mise en œuvre des actions en raison du fait que leur nécessité n'est pas clairement établie.

Conclusion

Bien que la Côte d'Ivoire ne soit pas un Etat désertique, elle a ratifié la CCD et s'est ainsi engagée dans la lutte contre la désertification et la dégradation des sols. La mise en œuvre de ses engagements vis à vis de la convention requiert des capacités en rapport avec l'importance des objectifs. Depuis la ratification de la CCD, des actions ont été menées par la Côte d'Ivoire en matière de renforcement des capacités mais beaucoup reste à faire.

Il est difficile d'apprécier les efforts en matière de renforcement de capacités car il s'agit d'un domaine qui n'a pas constitué réellement une priorité dans l'action gouvernementale. Il n'existe pas non plus de mécanismes fiables de suivi/évaluation en matière de renforcement de capacités.

Aujourd'hui beaucoup d'efforts sont faits avec la mise en place de l'observatoire et Renforcement des Activités Agrométéorologiques de même que le projet National pour la Bonne Gouvernance et de Renforcement des Capacités.

Le projet ANCR, qui traduit la volonté du gouvernement d'accorder une importance particulière au renforcement de capacités constitue une opportunité pour la Côte d'Ivoire d'améliorer sa capacité de mise en œuvre de ses engagements vis à vis de la CCD et même dans d'autres domaines.

En matière de renforcement de capacités, les efforts doivent être permanents car les besoins évoluent et le renforcement de capacités doit pouvoir répondre à ces évolutions.

Références

- . Document Atelier de consultation des ONG ; vendredi 17 décembre 2004
- . Document Atelier de consultation du secteur agricole ; mardi 21 décembre 2004
- . Document Atelier de consultation du secteur forestier ; jeudi 23 décembre 2004
- . Rapport de la mission de consultation locale sur l'état de la dégradation des terres et de la désertification dans le centre et le nord de la Côte d'Ivoire ; Association Ivoirienne pour le développement et l'Environnement (AIDE), 19-30 octobre 2004
- . 3^{ème} rapport national de la mise en œuvre de la convention des nations unies sur la lutte contre la désertification ; janvier 2005
- . Le profil environnemental de la Côte d'Ivoire ; Séries de Document de Travail sur l'Environnement et la Politique Sociale, Banque Africaine de Développement
- . Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE). Tome 1 : Le livre blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire ; novembre 1994
- . Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE). Tome 2 : Le Plan d'Action Environnemental de la Côte d'Ivoire : 1996 2010, juin 1995
- . Rapport sur le diagnostic des contraintes liées à la promotion d'une agriculture durable et à la préservation de l'environnement ; ANADER, 1997
- . Bilan des activités pour la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse en Côte d'Ivoire. Comité de Coordination de la convention des nations unies pour la lutte contre la désertification (CCD) ; mai 1999.